

La pensée personnaliste: une ressource pour demain?



Intervention de Jean-Louis Schlegel, sociologue des religions, membre du comité de direction de la revue Esprit.

DEFENDRE LA PERSONNE ? OUI, MAIS CE N'EST PAS SI SIMPLE...

Les trois penseurs – Mounier, Lévinas, Ricoeur - qui sont au programme de notre réflexion et de notre discussion attirent notre sympathie d'abord parce que leur pensée, leur philosophie, garde une forte tonalité éthique, morale – ce qui est loin d'être le cas dans toutes les philosophies contemporaines. Chez tous les trois, cette tonalité éthique signifie un souci de l' « autre » (humain), et chacun se concentre sur l'autre singulier, unique : la personne selon Mounier ; autrui – on devrait même dire le visage d'autrui, le regard d'autrui – chez Lévinas ; l'autre comme un soi-même unique, non interchangeable, chez Ricoeur (ce qu'il a appelé l' « ipséité »).

Je rappelle ce que signifie cette « singularité » pour chacun.

- Mounier oppose la personne à l'individu, cet humain de « masse » qui s'est imposé dans les temps de la modernité (industrielle) et qui est un peu « l'homme sans qualités » (titre d'un roman célèbre de l'écrivain Robert Musil), malléable à merci par les idéologies et la publicité. La personne a une « épaisseur humaine », elle est constituée aussi par ses relations ; elle a une capacité d'accueil du neuf, mais aussi de résistance.

- Pour Lévinas, « autrui » me « domine » pour ainsi dire de sa hauteur ; il me sollicite par son regard, son visage unique, c'est le prochain de rencontre, humain unique, dont je ne peux éviter la demande, l'exigence. J'en suis pour ainsi dire « otage ». Lévinas est juif, mais comment s'étonner qu'il ait été beaucoup lu par les chrétiens, qui reconnaissent un langage presque « christique » (et comment s'étonner en sens inverse qu'il ait été critiqué par des juifs, qui le trouvent trop chrétien) ?

- Ricoeur fait une distinction qui nous intéresse entre l' « identité » et l' « ipséité ». L'identité répond à la question : « Que suis-je », par quoi est-ce que je ressemble aux autres tout en étant distinct d'eux par certains caractères personnels extérieurs. En quoi suis-je moi mais en étant « le même » (idem en latin) que les autres, leur semblable ? Mais quand je pose la question : « Qui suis-je », je renvoie à mon « unicité » unique,

incomparable, à ce que j'ai absolument en propre. Je parle alors de « moi-même » (ipse en latin) comme le seul à être ainsi et pas autrement.

De là découlent un ensemble d'attitudes et de pratiques, l'idéal que Ricoeur a résumées dans une formule magnifique (rappelée par Dominique Pottier) : « la vie bonne, avec et pour autrui, dans des institutions justes » (c'est sans doute le mot « institutions » qui est le plus fort dans cette définition, car souvent les philosophes oublient les « institutions », qui renvoient précisément au domaine politique). La « vie bonne avec et pour autrui » est créée à la fois par des convictions et des pratiques, à travers des engagements à la fois individuels et collectifs. Elles (ces convictions et ces pratiques) s'appellent charité, amour, respect, solidarité, justice.... Comme vous le voyez, il s'agit moins d'une philosophie (le « personnalisme ») que d'une attitude et d'un engagement a priori pour la « personne », d'un combat pour la personne, toujours unique et irremplaçable : un refus de ce qui est intolérable dans ce qu'on dit et fait de la personne. Ricoeur l'a dit autrement : « Meurt le personnalisme (= la philosophie personnaliste, avec de grosses justifications intellectuelles), revient la personne (= cette entité unique, évidente finalement, qu'on ne peut enserrer dans des concepts, dont la vie et l'humanité s'imposent à moi et qui est un « mystère » finalement pour les autres).

Nous sommes à l'aise avec cette tradition même quand elle est sécularisée, entre autres sous les noms de liberté, égalité, fraternité, car dans la devise républicaine nous reconnaissons la matrice chrétienne et juive, biblique et évangélique, qui est à l'œuvre. Car ces convictions et ces attitudes « personnalistes » n'appartiennent pas ou n'appartiennent plus aux seuls chrétiens. Elles font partie du monde commun des démocraties et peuvent être partagées et traduites par d'autres, qui sont sécularisés ou qui viennent d'autres traditions. Je rappelle d'ailleurs que pour Mounier, le personnalisme n'était pas une philosophie chrétienne ou appartenant aux chrétiens, même si lui-même justifiait cette doctrine par la tradition chrétienne. Le personnalisme était possiblement universel, et du reste, c'est bien le cas : en effet, après le XX^e siècle de tous les collectivismes, tout le monde aujourd'hui se veut personnaliste, et le problème n'est donc pas, à mon avis, d'imposer l'idée de « personne » (je pense par exemple au slogan : le droit de « mourir dans la dignité » : pour ceux qui le défendent, la dignité c'est le droit à l'euthanasie active, mais pour d'autres, c'est exactement l'inverse : toute vie humaine, est, en tant qu'humaine, « digne », même si les apparences extérieures plaident contre). Le problème est la traduction constante de ces mots, au fil de la nouveauté et des défis nouveaux, socio-politiques, économiques, scientifiques, et surtout éthiques (= problèmes de société nouveaux)...

C'est vrai qu'il y a eu une équivoque après Mounier : le personnalisme a été traité comme une philosophie « chrétienne », entendez dans ce mot une forme de mépris pour une doctrine qui était perçue comme « spiritualiste », un peu éthérée, et surtout « moraliste », comme un moralisme donc. C'est vrai que ce risque est toujours présent. Il

faut donc essayer de traduire le mot « personne » pour aujourd'hui, et c'est à propos de ce mot traduction (de nos convictions) que je souhaite faire deux ou trois remarques et poser quelques jalons quant au travail à faire par Esprit civique et ses militants (et par tous : je m'inclus parmi ces chercheurs).

Je viens de dire que nos convictions éthiques, fondées en partie dans la tradition biblique, faisaient partie du socle commun, ou du monde commun, des démocraties. C'est devenu théoriquement vrai et pratiquement faux, car les démocraties ou les post-démocraties ont tellement évolué dans le sens d'un individualisme éthique et juridique tel, qu'on peut se demander si derrière les mots (respect, justice, solidarité, courage...), il y a encore les mêmes convictions. Les post-démocraties fondées sur l'extension de nouveaux droits – sur des permissions données à des individus ou des catégories sociales, cette extension et des permissions étant considérés comme l'accomplissement de la justice, du respect et même de la charité -, ces post-démocraties sont-elles encore dans l'orbite de la tradition éthique (chrétienne et biblique au moins par héritage) ? C'est au moins une question. Ce que je veux souligner par là (et que vous connaissez fort bien), c'est l'idée que défendre la personne, c'est entrer en conflit avec d'autres choix pour la personne. Il y a aujourd'hui des polémiques dures sur la « personne », sur les préférences que chacun a pour elle et les choix qui sont faits à son sujet.

Si elles ne sont plus « chrétiennes », si, comme le suggère en partie la création d'Esprit civique, les convictions et les pratiques politiques de la gauche et d'ailleurs aussi de la droite, s'éloignent du socle éthique d'origine (chrétien), comment faire, que dire, pour faire passer au moins une partie du message chrétien et (plus largement) religieux en politique ? La première réponse est évidemment la participation de ceux qui ont des convictions éthiques (chrétiennes) à la vie politique, à la discussion politique, aux conflits politiques. Mais il y a aussi des défis à relever qui ne sont pas nécessairement secondaires. L'un d'entre eux est suggéré par le philosophe Jürgen Habermas : tout en soulignant l'importance, dans la société post-moderne, post-métaphysique comme il dit, de faire entendre les thèmes et les exigences chrétiennes, il affirme que leur langage, le langage pour les exprimer, ne va plus de soi, et qu'il faut donc faire un effort pour les traduire dans la société sécularisée, autrement dit pour trouver le langage adéquat pour en parler.

Il réclame d'ailleurs aussi des politiques sécularisés qu'ils fassent un effort de leur côté pour entendre ce que disent les croyants au nom de leur tradition religieuse. Mais cela suppose un travail intellectuel, de réflexion et de débats intellectuels et culturels, pour traduire les convictions des croyants et pour faire admettre leur légitimité par les non-croyants. C'est d'autant plus difficile que la non-croyance représente maintenant la culture dominante, évidente pour ainsi dire, et qu'on est dans un large oubli de la tradition chrétienne et biblique. Cela signifie à son tour que ce travail de traduction, personne ne pourra le faire à la place des chrétiens (l'idée de Habermas que les politiques incroyants devraient aider les croyants à « traduire » leurs convictions n'a aucune vraisemblance).

Je donne un exemple d'actualisation et de réflexion nécessaire. Vous l'aurez peut-être remarqué : je n'ai pas parlé de « valeurs » ou d' « humanisme » jusqu'à présent. C'est tout à fait volontaire. On peut toujours employer ces mots, bien sûr, on ne va pas faire une police des mots. Mais ces mots – surtout le mot « valeur » - ont des inconvénients importants. Les valeurs prennent un sens dynamique quand on les pratique ou les met en œuvre. Mais quand on en parle comme des réalités autonomes, suspendues à une sorte d'arbre des valeurs ou conservées dans un stock des valeurs, cela devient foncièrement un discours répétitif, conservateur, moralisant, réactionnaire même et de toute façon volontariste et impuissant. C'est un peu le chœur des pleureuses qu'on a actuellement autour de la « disparition des valeurs ». On risque non pas d'avancer mais de reculer, en vivant dans la nostalgie, si on invoque trop les « valeurs ». Ricoeur préfère parler (et je l'ai fait après lui) de « convictions » qu'on est capable de légitimer, ce qui ajoute justement l'idée que les valeurs ne sont pas des idées éternelles suspendues dans le ciel des Idées, mais qu'elles demandent à être justifiées et assumées, et traduites donc.

Lévinas non plus ne parle pas de valeurs : autrui n'est pas une « valeur », c'est mon prochain qui s'impose à moi dès que son visage humain m'apparaît et que son regard se pose sur moi et que moi-même je vois son regard sur moi. Je l'ai dit : le singulier, chaque homme singulier, est infini du fait qu'il a un visage. Si on ne fait pas cet effort de penser à des visages, on parle de l'humanité en général, de l'homme en général... et on reste dans l'in-différence (dans la « non différence » et le « désintérêt » finalement). Lévinas est allé dans ce sens ... mais il y a aussi des inconvénients : car si on va trop dans ce sens, il y a une vraie difficulté du passage au politique (laquelle n'est pas une « morale », même s'il y a aussi une morale politique et en politique). Lévinas, comme on le dit souvent, est un philosophe de l'éthique (« l'éthique de l'autre homme »). C'est tout juste s'il a une fois ou l'autre pris parti contre un Etat pour Israël, précisément par que pour lui un Etat (une politique) est forcément contraint d'utiliser la violence... De son côté, Mounier parle de valeurs (mais c'était une autre époque, le mot était moins sous le feu de la critique qu'aujourd'hui), et en même temps sa notion de « personne » va bien au-delà de la justification de « valeurs ».

Aussi curieux que cela paraisse, la personne elle-même n'est pas une « valeur » (sinon il faudrait la mettre parmi les autres). Elle relève de convictions sur ce qu'est l'humain, elle est ailleurs et au-dessus des valeurs, ou encore source de valeurs vécues, qu'on peut justifier. Il faudrait plutôt dire que chaque humain a personnellement une valeur – infinie, qui excède toutes les valeurs. C'est en ce sens qu'on peut dire qu'un vieillard en fin de vie et difficile à regarder, un handicapé cérébral, mais aussi un criminel et même un humain sans valeurs morales sont et restent des personnes, dont la dimension d'infini demeure au-delà de ce que leur corps, leur esprit et leur âme sont devenues.

Humanisme : le mot peut faire l'objet de critiques similaires. Tout le monde est humaniste aujourd'hui. Un livre de François de Singly, sociologue de la famille très

« libéral », est paru il y a quelques années avec le titre : « L'individualisme est un humanisme » - et il justifiait très bien son titre...). « Humanisme » : le mot risque toujours de tomber dans la platitude par rapport à la dure réalité, qui est très peu « humaniste ». Il importe donc de dire ses préférences en matière d'humanisme, ses choix d'humanité : être capable de dire de quel humanisme on parle, éviter de parler de l'homme en général. Je prends un exemple – récent : l'extension de droits à laquelle on assiste pour toutes sortes de catégories d'individus est-elle automatiquement une victoire de l'« humanisme » ou des droits de l'homme ? Rien n'est moins sûr... même si beaucoup de signes semblent apparemment aller dans ce sens.

Je termine par une autre phrase de Ricoeur : « La démocratie est le régime pour lequel le procès de sa propre légitimation est toujours en cours et en crise ». On peut tirer de cette idée des motifs de désespérer : s'il n'y a pas de point fixe, de « bon régime » démocratique, où va-t-on ? Mais on peut aussi en tirer des motifs d'espérer : en démocratie, les choses ne sont pas jouées. L'espèce de « creux » actuel n'est pas éternel, ou encore la « démocratie des nouveaux droits », des « droits qui permettent », accordés à gogo, n'est pas le dernier mot. Ou encore : c'est justement parce que la démocratie, celle qui est connue en France comme « la République », a besoin de continuer son récit et de le renouveler (éventuellement de le ressusciter...), que des combats (inédits et fragiles, il faut bien le dire) comme ceux d'Esprit civique ont tout leur sens.

Jean-Louis Schlegel